LE 2 OCTOBRE, PLUS NOMBREUX EN GRÈVE

pour nos emplois, nos missions, nos droits et nos salaires !

Pour un budget de justice fiscale et sociale

Les **orientations budgétaires** pour 2026, présentées le 15 juillet par François Bayrou, **cumulaient les régressions sociales et les attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades** : suppression de deux jours fériés, suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, doublement des franchises médicales, remise en cause de la 5ème semaine de congés payés… Après le million de manifestants dans la rue le 18 septembre, l'absence de réponse à l'ultimatum de l'ensemble des organisations syndicales et les pistes qui fuitent dans la presse démontrent qu'elles sont loin d'avoir été abandonnées.

Les **services publics et les fonctionnaires** seront, **une fois de plus, la cible privilégiée des politiques austéritaires**. À la DGFIP, 550 suppressions d'emplois supplémentaires sont projetées pour 2026 puis 600 pour 2027 avant même application de la suppression d'un fonctionnaire sur 3.

Refusons que la DGFiP soit une fois encore sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire.

Gouvernement ou pas, peu importe ! **c'est le cap et les politiques menées qu'il faut changer !** Et sans notre mobilisation, sans la mobilisation de toutes celles et ceux qui vivent de leur travail, ce seront encore les fonctionnaires, les salariés, les retraités et les privés d'emplois qui subiront ces coupes budgétaires. **Les sacrifices ça suffit !**

La construction d'**un autre budget, porteur de justice fiscale et sociale reste impérative et possible**. La colère sociale doit plus que jamais être entendue.

Nos organisations syndicales exigent :

- Des **moyens budgétaires** suffisants pour exercer nos missions de service public
- L'**arrêt des suppressions d'emplois** à la DGFIP
- Une **revalorisation significative des rémunérations** des agents publics
- L'**abrogation du jour de carence et** de la **baisse de 10 % des rémunérations** pendant les congés maladies
- L'abandon de l'année blanche et la **revalorisation des pensions de retraites et des prestations sociales**
- L'**abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans**
- Une véritable **justice fiscale** avec une **hausse de la taxation des hauts revenus**
- L'**arrêt des aides massives aux entreprises sans contreparties**

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, F.O.-DGFiP et l'alliance CFDT/CFTC Finances Publiques appellent les agentes et agents à se mettre massivement en grève et à participer aux manifestations le 2 octobre. Ensemble, cette journée sera déterminante pour gagner sur nos revendications et montrer notre détermination !

LE 2 OCTOBRE,
TOUTES ET TOUS PLUS NOMBREUX EN GRÈVE ET DANS LA RUE